



Direction de la jeunesse,  
de l'éducation populaire et de la vie associative

Mission d'animation  
du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse



**NOTE D'ETAPE SUR L'EXPERIMENTATION AU 31 DECEMBRE 2010**

**REDIGEE PAR « NOM DE LA STRUCTURE PORTEUSE DE PROJET »**

**DOSSIER : AP1\_n° 494 EXP NE012011**

***Intitulé du projet : Prévention et Traitement des Sorties Sans Qualification  
(Portail QUALification Insertion pour Tous)***

***Porteur du projet : Rectorat de l'académie de Caen***

***Evaluateur du projet : CEREQ***

***Région(s) d'expérimentation : Basse-Normandie***

***Date de démarrage effectif de l'expérimentation : 5 octobre 2009***

## **Rappel des objectifs de l'expérimentation et du public cible (1page)**

Ce projet a pour objectif l'accompagnement des jeunes de plus de 16 ans sortant et sortis de formation initiale, sans diplôme (ou sans qualification, cf. décret 2010-1781 du 31/12/2010) : 2500 bénéficiaires par an.

Il s'appuie sur le partenariat et les collaborations que nous avons mises en oeuvre dans l'académie, avec les services de la DRAAF, de la DIRECCTE, de la Région et mobilise les établissements de formations initiales publics et privés, les Missions Locales et PAIO, les Centres d'Information et d'Orientation, les Centres de formation d'apprentis).

Toute structure de formation initiale, quelle qu'elle soit, doit signaler à la plate-forme de coordination locale (GAB : Groupe d'Appui de Bassin), tout jeune qui quitte sa formation sans obtention de diplôme de niveau V minimum.

Tout jeune repéré (spontanément, ou par signalement) bénéficie d'un entretien de situation; le Groupe d'appui de bassin émet ensuite une préconisation sur le type de solution. Une structure est alors missionnée pour la prise en charge du jeune.

Le portail Qual'I.T. doit permettre à tout opérateur de saisir au plus tôt, au moment de la sortie du système de formation ou juste après, les informations concernant le jeune décrocheur, à en informer le G.A.B. et peut obtenir en retour sur ce même portail les informations relatives au suivi et au devenir de ce jeune.

## 1. Modalités opérationnelles et état d'avancement (1 page)

L'ensemble des coordinations locales sont implantées et actives sur toute l'académie. 2130 jeunes repérés du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010, avec pour 72% d'entre eux une solution de formation, d'insertion ou d'accompagnement.

Le projet de lutte contre le décrochage est porté fortement par les partenaires et les acteurs. Le pilotage et l'animation des réseaux se déclinent sur plusieurs niveaux, précisés dans la partie III/ de ce bilan. L'année 2010 a vu l'élargissement des acteurs impliqués dans les plateformes (entrée de référents insertion pour l'éducation nationale, de référents de CFA) et l'organisation de nombreuses rencontres.

Sur le plan de la réalisation technique, le calendrier a pu être respecté jusqu'en décembre 2009: définition des besoins par les acteurs, élaboration d'un cahier des charges fonctionnel. Le versement tardif de la subvention en mars 2010 a décalé le recrutement d'un ingénieur-programmeur pour la construction de l'application web académique. Ainsi l'exécution technique n'a pu commencer que mi-mars 2010. Le délai de livraison fixé à septembre 2010 ne pouvait être respecté.

Des difficultés de construction n'avaient pas été prévues. Par exemple, la partie identification des différents acteurs et paramétrage de leurs droits d'accès sur l'ensemble du territoire a été plus longue que prévue. De la même manière, le temps de développement du traitement des doublons permettant de garantir un repérage fin et exhaustif, impossible avec la procédure actuelle, avait également été sous-estimé. En effet, la compilation manuelle à visée statistique (pilotage du PTSSQ) a fait apparaître un nombre important de doublons, faute de base de données commune, qu'il faut éliminer à vue d'œil (jeunes qui passent dans différentes structures de l'orientation, ou parallèlement dans leur ville de formation et leur domicile...). Aussi, il semblait primordial de bien paramétrer la saisie et la reconnaissance des identités, pour que le repérage et le suivi puissent se rapprocher au mieux des mobilités de territoire des jeunes. Le calendrier de construction pour le repérage fixé à décembre 2010 est donc repoussé fin février 2011, pour un début d'expérimentation en mars 2011. La partie diagnostic (statistique de bassin...) sera mise en œuvre de mars à juin 2011.

L'année 2011 marquera véritablement la montée en charge et le coeur de l'expérimentation : Sa présentation est prévue début mars 2011 pour une expérimentation sur certains territoires. Le lancement général est attendu pour juin, préalablement au principal moment de sorties. Pour autant, nous sommes conscients que la véritable période de test de l'outil et d'évaluation de l'expérimentation sera réellement la période de rentrée de septembre à décembre qui concerne 70 % du public.

### CERTIFICAT :

Je soussignée, ...Catherine Sarlandie de La Robertie, Recteur..., responsable de la structure porteuse du projet AP1\_n° 494, certifie exact l'ensemble des informations figurant sur le présent document.

28 janvier 2011

